

### ***Classe moyenne salariée et crise : lignes de démarcation***

Le texte qui suit est une version modifiée et rallongée de *Classi medie e parole in libertà*<sup>1</sup> – une réponse à la recension que Dino Erba<sup>2</sup> (dorénavant DE) a consacré au livre de Bruno Astarian et moi-même, *Le ménage à trois de la lutte des classes*, sorti en France au milieu de décembre 2019 (Éditions de l'Asymétrie), et actuellement en cours de traduction en italien. Suite à plusieurs sollicitations, il m'a paru opportun de revenir sur le premier jet de ce texte-là, d'abord pour le rendre intelligible à un lectorat plus ample, étant donné que la recension de DE a circulé uniquement parmi ses contacts personnels et n'est pas, à l'heure actuelle, disponible sur internet. En deuxième lieu, le compte-rendu de *Le ménage à trois...* donné par DE a été repris par Michele Castaldo (dorénavant MC), qui s'en est saisi pour un texte ultérieur, *Ceto medio e suo movimento in questa fase*<sup>3</sup>, sur lequel il m'a paru nécessaire m'étendre un peu plus.

Pour résumer, la recension de DE aussi bien que le commentaire de MC se fondent sur un « malentendu » (pour ainsi dire) de fond, dont est responsable le premier et non le deuxième. Le vice originel de la recension de DE, est d'avoir voulu critiquer un livre qu'il n'a visiblement pas lu. Pourquoi alors l'attaquer ? Banalement, je crois que DE y a subodoré une menace pour ses thèses à lui, exemplaires de ces (nombreux) « révolutionnaires » qui – pour reprendre une formule revenant à plusieurs reprises dans *Le ménage à trois* – prennent les vessies de l'interclassisme pour les lanternes de la révolution communiste. Or l'un des buts du livre était précisément celui de mettre ces gens à mal.

Quoi qu'il en soit, et au-delà de leurs désaccords mutuels, au moins deux axes communs émergent des considérations que DE et MC ont consacré à *Le ménage à trois....* On peut les résumer ainsi :

- d'un côté, on est face à une caractérisation des classes moyennes qui, du point de vue de la position de classe et de la forme de revenu, met le signe égal entre les anciennes et les nouvelles classes moyennes, c'est-à-dire entre la petite bourgeoisie traditionnelle et la classe moyenne salariée ;
- de l'autre, on est face à une compréhension de la crise vouée à en faire un phénomène permanent : dans le cas de DE, on a une théorie de la décadence ou du déclin du mode de production capitaliste ; avec MC, on est plus proche d'une théorie de l'effondrement.

Je reviendrai plus loin sur ces deux points fondamentaux. Mais procédons dans l'ordre. On m'excusera si je me dispense de résumer les développements théoriques sur la classe moyenne salariée – sur la nature du revenu qui la caractérise, notamment – et je me limite à renvoyer aux premiers jets des chapitres initiaux de *Le ménage à trois...*<sup>4</sup>. Les lecteurs avertis s'apercevront facilement que – contrairement à ce que prétend DE – notre caractérisation de la classe moyenne ne peut pas être ramenée à celle de la *Bernstein-Debatte*, ni à celle de l'aristocratie ouvrière de Lénine. Au contraire, nous nous sommes inspirés d'une étude assez méconnue du début des années 1970, menée par des sociologues marxistes français, qui abordent la question à partir d'une perspective différente et d'après nous légitime, qui prend

### ***Classe moyenne salariée et crise : lignes de démarcation***

le contre-pied des approches traditionnelles (y compris Marx). Et nous nous en sommes jamais cachés ; au contraire, nous en avons cité plusieurs extraits. En très résumé, nous arrivons à la conclusion que la classe moyenne salariée touche un salaire qui est composé de la valeur de sa force de travail, mesurée normalement comme la valeur des marchandises nécessaires à sa reproduction, et d'une prime justifiée par son rôle d'encadrement dans les procès de production et de reproduction. Pour cette raison, la hiérarchie empirique des salaires ne correspond pas à la hiérarchie des valeurs des forces de travail. La classe moyenne salariée touche un *sursalaire* que les capitalistes prennent dans le *pool* social de la plus-value.

Je voudrais aussi préciser que dans notre livre, Bruno Astarian et moi distinguons deux phases, deux formes fondamentales, dans le cours de la lutte de classe : la forme *quotidienne*, constituée de luttes immédiates, revendicatives, qui sont parfois violentes et massives, voire émeutières, mais qui ne rompent pas avec une logique générale de négociation avec la partie adverse (même si elles peuvent donner à entendre le contraire) ; et la forme *insurrectionnelle*, dans laquelle le prolétariat – et lui seul – rompt avec cette logique de négociation. Ce qu'on appelle « interclassisme » ou « mouvements interclassistes » – c'est-à-dire les luttes qui impliquent une alliance entre des classes distinctes, dont nous n'avons traité que la configuration qui nous a paru la plus actuelle (celles entre le prolétariat et la classe moyenne salariée) parmi les nombreuses variantes historiquement observées – n'est possible qu'à l'intérieur de la forme quotidienne de la lutte de classe, régie par une logique de négociation. Je souligne d'ailleurs qu'il ne s'agissait pas pour nous de faire l'apologie ou, au contraire, d'émettre une condamnation d'un tel interclassisme : nous nous sommes limités à reconnaître qu'il se produit, et nous nous sommes efforcés de comprendre ses conditions de possibilité, son effectivité et ses limites. Et cela en alternant deux registres :

- celui de l'abstraction théorique, par une analyse des positions de classe respectives du prolétariat et de la classe moyenne salariée, ainsi que des convergences et divergences d'intérêts matériels qui en découlent ;
- celui de la recherche empirique, à travers une série de comptes rendus assez détaillés de certains des mouvements interclassistes, ou au contraire *middle class only*, qui ont marqué les 10-15 dernières années. En reconstruisant à chaque fois le contexte socio-économique, les dynamiques et les réalités sociales sous-jacentes, nous avons consacré 47 pages à la Tunisie, 73 à l'Égypte, 19 à la France (Loi Travail 2016), 31 à la « commune » de Oaxaca, 10 pages à l'Iran (2009), et 37 pages à Israël (2011).

Au lieu de jeter au moins un coup d'oeil à cet ensemble d'analyses non dépourvues de données, statistiques, etc. et d'en formuler éventuellement une critique argumentée, DE a préféré discréditer d'avance notre travail comme un « long exercice de style » livré par des auteurs qui « recyclent Bernstein, peut-être sans le savoir ». Pourtant, à plusieurs reprises au cours de notre ouvrage, nous avons souligné comment, dans les phases insurrectionnelles de la lutte des classes, il y a forcément une logique de pur affrontement entre le prolétariat et le capital, et comment, dans celle-ci, la classe moyenne salariée se trouve nécessairement du

### ***Classe moyenne salariée et crise : lignes de démarcation***

côté du capital et contre le prolétariat insurgé. En allant plus loin, nous avons aussi essayé d'anticiper les caractéristiques spécifiques de la future insurrection prolétarienne (49 pages en tout), et de la prochaine crise générale du mode de production capitaliste (32 pages), sans laquelle il ne peut y avoir ni tentative insurrectionnelle, ni *a fortiori* révolution victorieuse.

Comment peut-on voir dans tout cela une influence plus ou moins occulte de Bernstein, ceci restera un mystère. En effet, contrairement aux disputes théoriques du passé, la problématique à la base de *Le ménage à trois...*, ne porte pas sur l'existence ou la non-existence d'une classe moyenne au sein du travail salarié, ni sur la croissance quantitative réelle ou présumée, mais sur le fait que cette classe se montre capable de *lutter de façon autonome* (comme l'actualité me semble le démontrer), et qu'elle le fait en raison d'intérêts matériels spécifiques. C'est cette capacité qui la qualifie, selon Astarian et moi, comme *classe à part entière*. Une classe qui ne lutte jamais en tant que telle n'est pas une classe. Mais la classe moyenne salariée *lutte* - alliée ou non à des fractions du prolétariat - comme l'a fait aussi la bourgeoisie montante ou la petite-bourgeoisie, dans d'innombrables épisodes historiques plus ou moins lointains et bien connus.

De plus, si « bernsteinisme » il y a, il consiste plutôt dans le fait de considérer le développement de classes moyennes spécifiquement liées au capitalisme mature comme *incompatible* avec la loi de la misère croissante. Comme on le sait, Bernstein, en constatant la croissance numérique de ces classes, en tira la conclusion que la vision générale du cours du mode de production capitaliste esquissée par Marx était largement erronée. La conclusion diamétralement opposée de DE (et de bien d'autres avant lui) est qu'il ne peut y avoir de développement durable de la classe moyenne salariée car cela serait en contradiction avec la loi de la misère croissante. En réalité, comme d'autres l'ont fait remarquer bien avant moi (voir la première série de la revue « Invariance »<sup>5</sup>), c'est précisément ce postulat - inexistant chez Marx d'ailleurs - qui est erroné. Et ce, pour au moins trois raisons :

- premièrement, l'augmentation tendancielle du taux d'exploitation du prolétariat permet d'augmenter la masse de la plus-value, et donc d'en consacrer une partie considérable à de multiples usages improductifs, y compris la majoration des salaires de la classe moyenne salariée au-dessus de la valeur de sa force de travail ;
- deuxièmement, quand bien même dans un pays donné, voire à l'échelle internationale, la croissance numérique de la classe moyenne salariée s'accompagnait d'une diminution relative du prolétariat, celui-ci continuerait à s'élargir en termes absolus, et ceci parce que l'accumulation capitaliste, même dans des conditions de fort ralentissement, demeure - soulignons-le - reproduction élargie, et donc la proportion quantitative entre prolétariat et classe moyenne salariée n'est pas un système de vases communicants qui se partagent une grandeur donnée ;
- troisièmement, les crises générales rejettent périodiquement *une partie* plus ou moins grande de la classe moyenne salariée dans le prolétariat.

### ***Classe moyenne salariée et crise : lignes de démarcation***

Venons-en à l'appréciation de DE - ensuite approuvée par MC - des classes moyennes : ce que Bruno Astarian et moi appelons « classe moyenne salariée » n'est en fait pour lui qu'un prolongement de la classe moyenne indépendante, et sa condition salariée ne serait que formelle, de façade. Il met donc dans le même sac l'ingénieur, le notaire et l'artisan, dont les revenus proviendraient tous d'un cycle similaire à celui de la petite production marchande (M-A-M). D'où, selon DE, le caractère strictement improductif de ces figures. Observons d'abord que ce point de vue confond le travail improductif et le travail qui crée de la valeur mais pas de la plus-value. Dans le cycle M-A-M, typique de la petite production marchande, les échanges entre marchandise et argent assurent, dans le premier moment (M-A), la réalisation de la valeur des biens produits par leur vente, et l'acquisition de nouvelles marchandises nécessaires à une nouvelle production dans le second (A-M). Or cette valeur ne peut être déterminée par autre chose que la loi de la valeur, c'est-à-dire par le temps de travail socialement nécessaire pour produire ces marchandises<sup>6</sup>. Ce n'est pas vraiment ce qui se produit dans le secteur improductif qui se développe en conditions capitalistes. Les portions de valeur qui y affluent sont en fait entièrement soustraites au *pool* de la plus-value sociale, et les capitaux improductifs s'en approprient par le mécanisme de la péréquation générale des taux de profit moyens (formation d'un taux de profit général) auquel ils participent. Dire *profit* n'étant pas la même chose que dire *plus-value*, les capitaux improductifs peuvent empocher des profits sans produire ni valeur ni plus-value. S'il est vrai que leur cycle n'est pas à proprement parler A-M-A', il est encore incorrect de dire qu'il serait M-A-M. Contrairement à la petite production marchande, le capital commercial (A'-D-A) et le capital productif d'intérêt (A-A') présupposent et prolongent le cycle A-M-A'. Ceci dit, dans le monde empirique, le capital improductif évolue dans des conditions assez semblables à celles du capital productif, sous la contrainte d'investir en capital constant et variable pour pouvoir aspirer (au moins) au profit moyen des branches qu'il constitue - profit moyen qui, dans des conditions de péréquation normale, ne peut pas être trop différent de celui des branches productives<sup>7</sup>. Qu'on compare le classement des entreprises mondiales par chiffres d'affaire *Fortune Global 500*, et on verra que nous ne sommes pas très loin de la réalité.

Mais de l'assimilation de la classe moyenne salariée à une sous-catégorie de la classe moyenne non salariée, découlent des problèmes bien plus graves. Selon DE, les classes moyennes se caractérisent, sans distinctions, par le fait de vendre *non pas* la marchandise force de travail, mais une marchandise *tout court*. C'est sans doute vrai pour les figures de type petit-bourgeois qui maintiennent la propriété de leurs moyens de travail (laissons cependant de côté le petit capital marchand, qui doit être traité comme un cas particulier). Comme nous l'avons dit, cela ne fait pas d'eux des travailleurs improductifs à proprement parler, précisément parce que le cycle dont ils relèvent est M-A-M. Cela, du moins en principe. Car à partir du moment où ils opèrent dans un contexte capitaliste, où les éventuels concurrents dans la production des mêmes marchandises sont des producteurs privés où la figure du travailleur et celle du capitaliste sont bien distinctes, leurs activités participent nécessairement à la formation du taux de profit moyen au sein de leurs branches respectives, et à la péréquation générale du taux de profit entre les différentes branches. C'est précisément la raison pour laquelle ils sont condamnés à disparaître : ils ne peuvent pas résister à la concurrence d'entreprises plus grandes et plus performantes, donc ils n'arrivent pas à toucher le profit moyen de leur branche. Mais tant qu'ils ne disparaissent pas, ils vivent aux marges, empochant moins de valeur qu'ils ne produisent, gonflant ainsi les poches des producteurs concurrents.

### **Classe moyenne salariée et crise : lignes de démarcation**

En résumé, en assimilant petite production marchande et travail improductif, la conception marxienne de la répartition de la plus-value en sort complètement défigurée. Cela se confirme lorsque DE présente l'ingénieur, le *data analyst*, le professeur, le moyen fonctionnaire, comme des commerçants qui vendent une marchandise quelconque. En reprenant une certaine vulgate, DE affirme qu'en effectuant des études supérieures, ceux-ci auraient « investi » comme s'ils étaient des petits capitalistes. On est là sur le terrain des plus plates élucubrations de la sociologie gauchiste à propos de « capital culturel » (Pierre Bourdieu) etc. Autant garder Bernstein !

Mais admettons pour un instant la légitimité de ce point de vue. Si ces gens vendaient une marchandise *qui n'est pas* leur force de travail, cette marchandise devrait tout de même avoir une valeur, déterminée par le temps de travail socialement nécessaire pour la produire. Mais celui des études supérieures, dans lequel ils ont « investi », ne peut pas être - dans le même raisonnement de DE - un secteur productif de plus-value. Par conséquent, la valeur de l'enseignement supérieur ne peut être cristallisée dans les biens et services que les cadres et autres professions intermédiaires du secteur public ou privé vendraient, pour la simple raison que les marchandises produites dans les branches improductives ne cristallisent pas de valeur ou, dit autrement, n'alimentent pas le *pool* de la plus-value sociale. Ces branches vivent sous perfusion des branches productives, grâce au mécanisme de la formation du taux de profit général. Les élucubrations des DE nous ont donc entraînés dans un cercle vicieux. Si le rôle économique des cadres et autres professions intermédiaires était assimilable au cycle A-M-A, la vente supposée de la marchandise dont ils seraient possesseurs (et qui pour DE n'est pas, rappelons-le, leur force de travail) devrait transférer la valeur qui y est cristallisée, mais - comme nous l'avons vu - cela ne peut pas fonctionner. Il faudrait en conclure que ces figures professionnelles sont en fait des *rentiers*, au sens où il seraient porteurs d'une marchandise ayant un prix mais de valeur. Mais dans ce cas, à plus forte raison, leurs revenus ne correspondraient pas au cycle M-A-M de la petite production marchande, tout simplement parce qu'il s'agirait de rentes.

Essayons de schématiser cette curieuse conception en termes de reproduction globale, sur la base d'un large développement des branches non productives de plus-value (telle qu'il existe aujourd'hui), et d'un taux d'exploitation moyen de 100% dans les branches productives (certainement sous-estimé pour ce qui concerne les zones centrales d'accumulation). En suivant DE, je déplace dans les branches improductives la fraction de la classe moyenne salariée qui travaille dans les branches productives.

	<b>Capitaux productifs</b>	<b>Capitaux improductifs</b>	<b>État</b>
(P) <i>Profit</i>	plus-value	plus-value	-
(c)	valeur des moyens de production	plus-value	plus-value
(v)	valeur de la force de travail	plus-value	plus-value

### ***Classe moyenne salariée et crise : lignes de démarcation***

La case correspondante au capital constant ( $c$ ) engagé dans les branches productives de plus-value figure ici comme simple valeur des moyens de production, bien qu'il s'agisse bien sûr de plus-value accumulée dans les cycles de production précédents. Pour ce qui concerne l'activité de l'État, la case correspondant au profit est évidemment vide, car cette activité ne s'inscrit pas dans le mécanisme de la péréquation générale, et ne permet donc pas de participer à la répartition des profits ; l'État accède au *pool* de la plus-value sociale par d'autres canaux, l'impôt<sup>8</sup> et le crédit.

Or, étant donné que le seul processus de production qui produit de la plus-value est – tautologiquement – celui qui engage du capital constant ( $c$ ) et du capital variable ( $v$ ) dans les branches productives de plus-value, je voudrais attirer l'attention sur deux points :

- d'une part, comme les seuls « vrais » salaires – s'identifiant à la valeur de la force de travail en sens strict – seraient ceux qui correspondent au capital variable engagé dans les branches productives, seulement ce dernier peut être pris en considération dans la détermination du taux général de la plus-value ( $p/v$ ) *au niveau de la reproduction globale*. Cela n'est pas vraiment conforme à la vision de Marx, d'après lequel les salaires de travailleurs improductifs comptent, eux-aussi, comme valeur de la force de travail – mais passons. Je me limite à observer que le taux de la plus-value en vigueur dans les branches productives, au net de la péréquation avec les branches improductives, va être remarquablement élevé.
- D'autre part, *et pour la même raison*, s'il est vrai que le taux de profit moyen des branches productives est considérablement diminué par le mécanisme de la péréquation générale, en empilant les unes sur les autres toutes les cases dans lesquelles figure la mention « plus-value », on peut constater qu'en fait ce taux de profit est, lui aussi, incroyablement élevé<sup>9</sup>.

Il faut donc en conclure que le schéma ci-dessus (et qui – je le rappelle – synthétise une vision qui n'est pas tout à fait la mienne) est en tout cas incompatible avec une quelconque théorie de la crise permanente, qu'elle soit une théorie du déclin (DE) ou de l'effondrement (MC). Et cela pour la simple raison qu'une baisse constante et durable du taux de profit dans les branches productives rendrait la reproduction du capital improductif et le fonctionnement de l'État simplement insoutenables. Pour que l'un et l'autre puissent continuer à se reproduire comme ils le font encore de toute évidence, il faut en effet un taux de profit moyen assez élevé. Certes, la fuite dans le capital fictif peut ici compenser un taux de profit moyen insuffisant. Mais – pour placer le raisonnement dans la plus brûlante actualité – si, par exemple, la rentabilité du capital n'avait connu *aucune* reprise à partir de 2010, le secteur improductif et les budgets de l'État auraient subi une compression beaucoup plus drastique que celle que nous avons connue. En effet, lorsqu'il y a pénurie de plus-value, le capital réagit d'abord en essayant d'en ramasser là où il peut, même à détriment de dépenses improductives habituellement admises comme nécessaires. Sous cet angle, et pour se limiter à un seul exemple, l'évolution qu'on peut constater dans la publicité est particulièrement parlante (voir tableau ci-dessous). Malgré une contraction entre 2007 et 2009, à partir de l'année suivante les dépenses publicitaires mondiales ont repris à la hausse, avec un taux de

## **Classe moyenne salariée et crise : lignes de démarcation**

croissance décennal de 60%.

### **Dépenses publicitaires mondiales en milliards de dollars USA (2007-2019)**

2007	388
2008	383
2009	345
2010	376
2011	393
2012	412
2013	429
2014	499
2015	466
2016	493*
2017	511*
2018	533*
2019	552*

\*Estimations approximatives – Source: [www.statista.com](http://www.statista.com)

Du reste, ce n'est pas pour rien que Marx lui-même note, dans les *Théorie de la plus-value*, que la crise permanente est un concept dépourvu de sens.<sup>10</sup> La crise est un événement *brutal et relativement court*, qu'il faut distinguer des périodes plus ou moins longues où l'activité économique est globalement peu dynamique, mais durant lesquelles les « vicissitudes de l'industrie moderne à travers son cycle périodique » ne s'arrêtent pas.

Comme déjà observé ailleurs<sup>11</sup>, l'aspect peut-être le plus consternant de certaines critiques qui nous sont adressés, ce ne sont pas les désaccords qu'on peut avoir avec leurs auteurs, mais les désaccords que ceux-ci ont avec eux-même. Avec sa pseudo-théorie de la crise permanente, coule aussi – pour ce qui en est de DE – son corollaire, à savoir le prétendu retranchement de l'accumulation capitaliste dans ses bases historiques, alors que le chaos régnerait partout à la périphérie, élargissant les enclaves régies par des rapports sociaux non capitalistes (post-capitalistes?). Au lieu de lancer des accusations de révisionnisme social-démocrate, de progressisme et même de racisme à ceux qui ne sont pas d'accord avec ses thèses, il serait bon que DE commence à mettre un peu d'ordre dans ses idées. N'est-ce pas de l'« ethno-différentialisme » que de penser qu'il y aurait d'une part un Occident (rigoureusement avec un O majuscule) *par essence* appelé à être le berceau de la formation du capital, et d'autre part un « reste du monde » qui, toujours par essence, serait complètement étranger et même incompatible avec cette formation? L'Irlande, désormais ancrée dans l'UE, était-elle déjà « Occident » au moment de la colonisation britannique ? Ou elle l'est devenue par la suite ? Le Japon et la Corée du Sud sont-ils « Occident » ? S'il était possible d'abandonner ces disputes peu concluantes et imprégnées de rétro-pensées morales, on pourrait peut-être parler de choses sérieuses, et on redécouvrirait alors que le mode de production capitaliste ne surgit pas d'une entité culturelle-métaphysique

### **Classe moyenne salariée et crise : lignes de démarcation**

(« l'Occident »), mais des entrailles du mode de production féodal, et seulement de celui-ci. Cependant, la localisation géo-historique du mode de production féodal ne concerne pas seulement l'Europe, d'où par exemple la trajectoire particulière du Japon. D'autre part, le mode de production capitaliste a bien montré qu'il peut se développer de façon parfaitement conforme à son concept même en l'absence de conditions féodales préalables. Dans le Nouveau Continent comme ailleurs, le capital a montré qu'il peut faire terre brûlée de tout ou presque, si cela s'avère nécessaire à son enracinement. Pour ce qui concerne la pénétration de rapports capitalistes sur la base de modes de production de type asiatique, je ne pense pas que ceux-ci posent des obstacles insurmontables. La Chine contemporaine n'est certainement pas exempte de graves déséquilibres, entre zones urbaines et rurales en particulier. Peut-on pour autant nier que la « greffe » capitaliste, au moins dans une partie du pays, a réussi ? Lorsque DE, comme il lui arrive souvent, fait appel à l'absence de propriété privée *individuelle* de la terre comme facteur de résistance au développement des rapports sociaux capitalistes, il ne soupçonne évidemment pas que la propriété privée *collective*, lorsqu'elle est convertie en « propriété nationale à rente nationale »<sup>12</sup>, puisse favoriser un développement rapide de ces rapports, puisqu'avec elle tombe l'obstacle à la rentabilité du capital que représente le pouvoir politique et économique de la *troisième classe* en présence dans la subsumption formelle : celle des propriétaires fonciers qui, avec les propriétaires de la simple force de travail et les propriétaires du capital, forment « les trois grandes classes de la société capitaliste » qui figurent à la fin du Livre III du *Capital* (voyons voyons : les troisièmes classes existent, donc !).

Dans l'une de ses dernières interventions<sup>13</sup>, DE écrit ceci :

« Depuis quelques années, et à un rythme montant, tous les coins de la planète sont secoués par des tensions sociales qui prennent souvent un caractère insurrectionnel, de basse ou de haute intensité. De Hong Kong à Quito, en passant par Paris, de Gaza à la Papouasie... aux Ouïghours... la liste est longue. Une escalade inévitable, sur la vague du déclin économique du mode de production capitaliste qui, depuis des décennies, désagrège les rapports sociaux et politiques, donnant du souffle aux antagonismes ».

Nul besoin d'être un grand scientifique pour constater l'augmentation des tensions sociales. Mais de là à dire qu'elles sont omniprésentes, voire qu'elles prennent souvent un caractère insurrectionnel, il y a un sacré fossé. En réalité, si l'on laisse de côté la France<sup>14</sup>, dont les turbulences plus ou moins récentes n'ont de toute façon pas pris de caractère insurrectionnel, le tableau dessiné par DE est en fait celui d'une série de *crises sociales périphériques*, généralement de nature *interclassiste* et non insurrectionnelle, et qui sont telles *aussi* parce qu'il n'y a pas de « déclin » du mode de production capitaliste. Bien sûr, quand on ne se sent pas obligé de fournir des définitions de quoi que ce soit, on peut conférer un caractère insurrectionnel à tout et à son contraire, et crier à la « crise systémique » au moindre présage de récession. En définitive, ceux qui doivent rendre des comptes, ce ne sont pas ceux qui continuent à nourrir la perspective d'une révolution qui, pour être « anticapitaliste », ne peut éclater d'abord que là où il y a *trop* de capital, et non pas là où il y en a pas assez. C'est aux autres de donner leurs explications.

« Gare aux mots sans définition, c'est l'instrument favori des intrigants », disait Blanqui. Dans *Le Ménage à trois...* Astarian et moi nous sommes au moins efforcés de donner des

### ***Classe moyenne salariée et crise : lignes de démarcation***

définitions précises et assez restrictives de tous les concepts proposés, notamment celui d'*insurrection*. Voici quelques exemples, et je m'excuse pour la longue auto-citation :

« Peut-être faut-il avant tout insister sur le fait que l'insurrection dont nous parlons ici n'est pas un putsch, mais un mouvement de masse engageant un grand nombre de prolétaires. [...] Avant l'insurrection, il y a des grèves à répétition, de nombreuses manifestations et émeutes. Mais l'insurrection marque une rupture par le fait que les prolétaires sortent des lieux de travail et s'emparent de certains moyens de production, voire les détruisent, pour lutter contre le capital et survivre immédiatement. [...] En s'attaquant aux moyens de production, l'insurrection indique que l'affrontement de classes se place au cœur du rapport social capitaliste: le monopole de la propriété capitaliste sur les conditions de la reproduction matérielle des prolétaires. C'est là une différence avec l'émeute, qui éclate généralement au niveau de la réalisation des marchandises de la branche II. Une telle différence est significative, parce que la saisie – voire la destruction – de moyens de production (matières premières, machines, pièces détachées, véhicules, etc.) exclut que la socialisation fondamentale des prolétaires insurgés se maintienne comme rapport salarial. L'insurrection engendre un rapport social interindividuel spécifique, unique dans l'histoire, entre les prolétaires qui y participent, et c'est ce qui fait son intensité subjective. Il faut préciser que nous réservons le concept de rapport social au rapport des hommes entre eux qui englobe le rapport à la nature extérieure ». (pp. 369-370)

« Attaquer le capital dans l'insurrection, ce n'est pas ruiner les capitalistes en détruisant leurs propriétés, fussent-elles des usines. C'est surtout attaquer le *rapport social* capitaliste, c'est-à-dire refuser de se soumettre à l'échange salarial et à ses conditions, devenues manifestement intolérables. Les prolétaires insurgés forment entre eux un rapport qui change la forme sociale des moyens de production par le fait même qu'ils doivent saisir des éléments de capital pour assurer leur reproduction immédiate, matérielle et sociale. Plutôt que dévalorisé, le capital saisi est alors *dé-valoré*. La position des moyens de travail comme valeur devant se valoriser – qui va de soi dans la reproduction normale de la société capitaliste, même en crise – est provisoirement suspendue pour eux. De la sorte, ils contestent au rapport social capitaliste le statut de rapport social fondamental. Par là, leur activité comporte un potentiel de dépassement communiste. » (p. 390)

Si tout cela est compris comme un « exercice de style », c'est-à-dire de forme et non de contenu, que faut-il répondre ? Il y a un point au-delà duquel même les meilleures intentions rationnelles se trouvent désarmées. Je tiens tout de même à préciser que les caractéristiques que nous attribuons à l'insurrection ne peuvent pas être réduits à une simple spéculation. Cette remarque s'adresse spécifiquement au discours de MC, qui critique à juste titre « la vieille illusion subjectiviste » selon laquelle on pourrait conduire des classes sociales anti-révolutionnaires sur un terrain révolutionnaire grâce à la bonne direction politique, et évoque à ce sujet les échecs encaissés sur ce front par plusieurs *big men* du socialisme réel, dans leurs rapports avec la paysannerie principalement. De façon incidente et un peu hors-contexte, MC mentionne dans le même passage le soulèvement ouvrier de Berlin Est, qui mit à mal le groupe dirigeant de la RDA. Venant de MC, le *lapsus* est intéressant : bien qu'il tende à refouler les quelques épisodes historiques où des prolétaires ont effectivement rompu avec la logique de la négociation typique des luttes quotidiennes, le refoulé revient à la surface. Si MC a beau jeu d'affirmer que le rôle révolutionnaire du prolétariat reste à démontrer, il ne

### **Classe moyenne salariée et crise : lignes de démarcation**

peut pas faire comme si ces épisodes historiques – quoique circonscrits dans le temps et dans l'espace – ne comptent pour *rien* dans le bilan. Ni faire semblant que de tels événements, qui jalonnent l'histoire du mode de production capitaliste, n'entretiennent *aucun* rapport les uns avec les autres, même malgré toutes sortes de différences et discontinuités. Et enfin, nonobstant le temps (parfois long) écoulé entre-temps, il ne peut pas non plus prétendre que ces événements n'aient aucune signification vis-à-vis du présent – sauf à penser que le fonctionnement du mode de production capitaliste se soit à tel point modifié qu'il ne pourrait même plus être analysé comme tel. En 2020, l'offre culturelle de cet immonde monde « libre » nous permet de connaître dans le détail la vie sexuelle de Marx ou les problèmes gastriques de Lénine... mais que savons-nous de ce que firent les ouvriers anonymes de Berlin Est et d'ailleurs, pendant ces trois jours incandescents (15-18 juin 1953) ? Savons-nous que firent-ils – savons-nous *précisément*, je veux dire, jour après jour, voire heure après heure – ceux qui s'insurgèrent par milliers dans la Ruhr en mars 1920 ? On pourrait multiplier les exemples, la réponse serait cependant la même : à part quelques généralités, on en sait très peu. Mais le peu qu'on en sait nous suggère que les pratiques et les relations entre les participants, ainsi que la réaction de la partie adverse, ne sont pas celles qui caractérisent les luttes quotidiennes. Quand il faut envoyer des chars pour remettre les prolétaires à leur place, il est évident que quelque chose dans la présupposition réciproque des deux classes s'est grippé. Tout compte fait, c'est déjà beaucoup, trop en tout cas pour qu'on le jette aux orties. Cependant, MC se ne s'embarrasse pas de réduire à la va-vite le rapport entre prolétariat et capital à simple « complémentarité », et d'affirmer que « ceux qui cherchent le sujet de la révolution dans telle ou telle autre classe ne font que faire marcher leur fantaisie ». On dit que celui qui se satisfait de peu, est le plus riche de tous. Cependant, même le matérialisme étroit de MC va se révéler bien moins réaliste (au sens philosophique et, si l'on veut, noble du terme) que ce qu'il prétend. D'après lui, « le rôle révolutionnaire revient à la *crise* du mode de production, qui procède par à-coups jusqu'au point de chute définitive ». Je fais d'abord remarquer que cette perspective est tout aussi hypothétique que celle (rejetée par MC) qui attribue le rôle révolutionnaire à une classe particulière, étant donné qu'on n'a jamais vu – et à mon avis on ne verra jamais – une crise aussi profonde qu'elle parviendrait à désagréger le rapport de classe dans son ensemble – une sorte de *lock-out* général, mondial et simultané. En tout cas, l'impact des crises réelles ne plaide pas en faveur d'une tendance vers un « point de chute définitive », qui présupposerait une évolution de l'activité économique sur le long terme qui n'est pas corroboré par les fait (voir tableau ci-dessous).

### **Évolution de la production industrielle en période de récession aux USA (1929-2009)**

07/1929 - 03/1933	-52,00%
06/1937 - 05/1938	-33,00%
12/1969 - 11/1970	-5,80%
11/1973 - 03/1975	-12,90%
07/1981 - 11/1982	-8,60%
09/2000 - 11/2001	-5,50%

11/2007 - 06/2009

-17,30%

Source: FRED

Mais quand bien même on admettait l'issue envisagée par MC comme possible, la dynamique y amenant ne pourrait pas être interne au seul pôle capitaliste du rapport social. En dernière instance, c'est la résistance des travailleurs sur le terrain de la durée de la journée de travail et de l'intensification du procès de travail en conditions techniques-productives stables (ne serait-ce que dans la forme du maintien d'un certain rapport de force dans le temps), qui pousse les capitaux individuels à révolutionner ces mêmes conditions, c'est-à-dire à augmenter les investissements en capital constant, donc à augmenter la composition organique du capital qui détermine la chute du taux de profit. Du reste, affirmer comme le fait MC, que *le sujet de l'histoire* n'est pas une classe spécifique, mais le rapport lui-même, n'exclut pas que le mouvement de ce dernier se donne à travers l'action de classes distinctes. Vice-versa, en saisir la contradiction motrice n'équivaut pas *ipso facto* à poser la nécessité de son dénouement. Pour citer mon camarade d'aventure Bruno Astarian, « il ne suffit pas de montrer que le capitalisme est mu par une contradiction, fût-elle mortelle. Il faut montrer où se situe, dans cette contradiction, la possibilité de son dépassement. Et il faut donner sens à cette contradiction »<sup>15</sup>. C'est ici, je crois, que la distinction entre différentes modalités de la lutte des classes, et que la compréhension de l'insurrection comme un blocage momentané de la mécanique du rapport entre les classes, révèlent toute son importance... Ou alors, en paraphrasant Macbeth, l'histoire n'est qu'« une fable racontée par un idiot, pleine de bruit et de fureur, et qui ne signifie rien », et alors toute l'aspiration du communisme moderne (déjà avant Marx) à décrypter le sens du devenir historique, en liant par-là même ses développements ultérieurs à la classe prolétarienne, ne serait qu'un caprice de la pensée. Combien de fois nous l'avons déjà entendue, cette ritournelle ? On peut voir les choses ainsi, mais alors il vaut mieux fermer la boutique et se trouver un *hobby*. Se consacrer à la théorie du dépassement du MPC n'est pas une obligation.

Toujours est-il que s'il n'y avait rien, vraiment *rien*, dans le rapport de classe capitaliste, à suggérer la possibilité d'un « autrement » radical, cette théorie - y compris dans ses variantes a-classistes ou post-classistes contemporaines, dont MC n'est qu'un tenant parmi d'autres - n'existerait pas. Pourtant il y a bien quelque chose. Ce quelque chose est-il « la crise » ? Laissons pour instant de côté le fait qu'il y a crise et crise, et malgré la source commune, chacune présente des caractéristiques spécifiques. Laissons aussi de côté le fait que même dans la crise la plus dure, les pertes se répartissent toujours de façon inégale sur l'ensemble des capitaux individuels, sauf à croire qu'il n'y a pas entre eux des rapports de force en fonction de la taille, des segments de marché et de mille autres facteurs. La crise, entendue ici dans sa généralité abstraite, n'est jamais rien d'autre que la manifestation de la divergence entre les capacités de production développées au sein du MPC, et la possibilité de les faire fonctionner profitablement comme valeur qui se valorise. Une fois qu'on a dit ça, qu'est-ce qu'on a dit ? Que le mode de production ne fait pas le bonheur de l'humanité ? Soit. Que ce mode de production est par définition instable ? Très bien. Qu'il peut enlever du jour au lendemain toute source de subsistance à des parts considérables de l'humanité ? Certes. Et alors ? Je m'excuse d'insister : poser la contradiction ne signifie pas la résoudre d'avance. Même dans le cas d'une hyper-crise *absolue*, on ne peut pas

### **Classe moyenne salariée et crise : lignes de démarcation**

sérieusement envisager une suite sans conflits, c'est-à-dire sans tentatives locales de relance de la production et de l'échange de marchandises - fût-ce par les moyens du bord, ou dans des formes aberrantes - et sans tentatives d'y résister ou de les entraver. Pour ne pas parler de la variable inconnue, constituée par les formes impures de transition au capitalisme, encore massives dans les campagnes de la moitié du globe<sup>16</sup> (qu'on pense au métayage en Inde), et dont il est impossible de prévoir la réaction face à la défaisance éventuelle du contexte capitaliste environnant. Dans cette optique, le matériel historique *gore* ne manque pas si l'on veut faire travailler l'imagination.

La morale de la fable est que la théorie des crises, toute essentielle qu'elle soit pour la théorie communiste, n'est pas un passe-partout. Il y a une porte en particulier qu'elle ne peut pas ouvrir, et c'est celle du passage à une autre forme de production et reproduction de la vie matérielle. Ici comme ailleurs, minimiser le rôle de la lutte de classe revient à s'en remettre à la *bonne volonté* d'individus génériques, dépourvus d'attributs sociaux. « Efforcez-vous d'entrer par la porte étroite, car, je vous le déclare, beaucoup chercheront à entrer et n'y parviendront pas » (*Luc*, 13, 23-24), aussi bien que d'autres chercheront de la fermer par tous les moyens.

R.F., février 2020

---

1 Disponible ici:

<http://illatocattivo.blogspot.com/2020/01/classi-medie-e-parole-in-liberta.html>.

2 Dino Erba, *I «nuovi marxisti» alla (ri)scoperta delle «nuove» classi medie*, 27 décembre 2019.

3 Disponible ici:

[http://www.michelecastaldo.org/index.php?option=com\\_content&view=article&id=203:ceto-medio-e-suo-movimento-in-questa-fase&catid=40:articoli&Itemid=29](http://www.michelecastaldo.org/index.php?option=com_content&view=article&id=203:ceto-medio-e-suo-movimento-in-questa-fase&catid=40:articoli&Itemid=29).

4 Les deux textes sont disponibles ici :

<http://www.hicsalta-communisation.com/accueil/menage-a-trois-episode-1> et ici :

<http://www.hicsalta-communisation.com/accueil/menage-a-trois-episode-2>.

5 Voir *Capital et Gemeinwesen*, § « Travail productif et improductif ». Disponible ici :

<https://revueinvariance.pagesperso-orange.fr/travail.html>.

6 Plutôt que de loi de la valeur, il faudrait parler - déjà à ce niveau - de loi des prix de production. Dans la petite production marchande, tout comme dans la production capitaliste proprement dite, la relation qui s'établit entre les producteurs privés, et qui détermine la quantité de travail social moyen à produire tel ou tel marchandise, n'est pas le simple enregistrement des multiples productivités inégales afin d'en tirer la moyenne. Il s'agit d'une moyenne disciplinante, dans la mesure où elle rétroagit sur les producteurs privés en

### **Classe moyenne salariée et crise : lignes de démarcation**

les obligeant à développer leurs productivités respectives. Ce mécanisme est déjà à l'œuvre dans des contextes pré-capitalistes assez archaïques, bien que le rythme du développement de la productivité du travail puisse paraître lent, voire imperceptible.

7 Cf., à titre d'exemple, les considérations de Marx sur le profit commercial : « Si le capital marchand rapportait en pourcentages un profit moyen plus élevé que le capital industriel, une partie de celui-ci se transformerait alors en capital marchand. Si, au contraire, il rapportait un profit moyen inférieur, le processus inverse se produirait : une partie du capital marchand se transformerait en capital industriel ». (Marx, *Le Capital*, Livre III, Ed. Sociales 1976, p. 272). À propos du bénéfice du capitaliste monétaire, il faut préciser que celui-ci ne participe pas à la péréquation générale en tant que fraction particulière du capital improductif, mais la traverse pour ainsi dire à l'horizontale, sans distinction entre capital productif et improductif : « Le profit de tout capital, même le profit moyen reposant sur l'égalisation des capitaux entre eux, se divise ou plutôt est partagé en deux parties, qualitativement différentes, indépendantes l'une de l'autre, en intérêt et profit d'entreprise, tous deux déterminés par des lois particulières ». (Marx, *op. cit.*, p. 349). Dans le schéma qu'on trouve plus loin dans ce texte, je fais abstraction de cela.

8 Pour ce qui concerne l'impôt direct et indirect qui pèsent sur les revenus du travail, il faut tenir compte que la classe capitaliste est obligée d'inclure ces sommes dans les salaires pour le prélèvement de la part de l'État soit possible. Cela advient avec plus ou moins de facilité selon la conjoncture économique.

9 Marx lui-même souligne cet effet de la péréquation : « Le taux moyen de profit du capitaliste, exploitant direct, fait donc paraître le taux de profit plus faible qu'il n'est en réalité ». (Marx, *op. cit.*, p. 277).

10 « Lorsque Smith explique la baisse du taux de profit par la *superabundance of capital*, accumulation of capital, il veut parler d'un effet permanent, ce qui est faux. Par contre, *superabundance of capital* transitoire, surproduction, crise, c'est quelque chose de tout à fait différent. Des crises permanentes, ça n'existe pas ». (Marx, *Théories sur la plus-value*, Ed. Sociales 1976, p. 592).

11 Il Lato Cattivo, *Della difficoltà ad intendersi. Risposta a Dino Erba*, gennaio 2017. Disponible ici : <http://illatocattivo.blogspot.com/>.

12 Amadeo Bordiga, *Miserable esclavage du lopin de terre*, 1954. Disponible ici: <http://www.sinistra.net/lib/bas/progra/vaku/vakufdedif.html>.

13 Dino Erba, *Curdi, Italia e sovversione sociale*, 15 octobre 2019.

14 En passant, je me permets de remarquer que MC qualifie un peu rapidement les Gilets

### ***Classe moyenne salariée et crise : lignes de démarcation***

Jaunes comme un mouvement de classes moyennes, et les compare au Mouvement 5 Étoiles. En réalité, la participation prolétarienne au mouvement des Gilets Jaunes à été considérable, même si elle ne lui enlève pas le caractère interclassiste.

15 Bruno Astarian, *Solitude de la théorie communiste*, août 2016. Disponible ici : <http://www.hicsalta-communisation.com/textes/solitude-de-la-theorie-communiste>.

16 À cet égard, la théorie de la rente de Marx et son exégèse de la part de Bordiga sont encore très actuelles, notamment au sujet de la propension du capital à s'investir de façon plus intense dans les branches non agricoles par rapport aux branches agricoles, d'où la lenteur du développement de la productivité dans ces dernières.